

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

14 août 2013



Libération de l'opposant belgo-djiboutien Daher Farah et première rencontre officielle entre l'opposition et le régime en place à Djibouti.

Emprisonné depuis plus de deux mois à Djibouti, le belgo-djiboutien Daher Ahmed Farah, vient d'être libéré ce mercredi 14 août 2013. Contacté par nos soins dès sa sortie de prison, le porte-parole de la coalition des partis de l'opposition pacifique et par ailleurs président du parti politique MRD, dénonce une arrestation suivie d'une détention arbitraires, la onzième depuis son retour à Djibouti où il est rentré d'exil pour participer aux élections législatives de février dernier.

Daher Ahmed Farah précise que sa *libération est intervenue alors même que se tenait aujourd'hui à Djibouti la première rencontre officielle organisée entre le régime et l'USN depuis les élections de février 2013*. Que les choses soient claires, a-t-il ajouté, *ma libération ne rencontre en rien les conditions posées par l'USN pour l'ouverture d'un dialogue sérieux avec le régime*. Le message porté par les membres de l'USN et en particulier Ismaïl Guedi Hared, président de l'Assemblée nationale dite légitime (ANL), au cours de la première rencontre officielle avec le régime n'était pas différent : *pas de dialogue sérieux avec le régime sans libération de tous les opposants politiques injustement enfermés à Djibouti*.

Même son de cloche du côté de Bruxelles où Ali Deberkale, représentant officiel de l'USN auprès de l'Union européenne, s'est réjoui de cette libération et a dit constater *avec fierté que l'opposition reste unie et cohérente*, malgré les *manœuvres menées depuis des semaines par le régime* pour tenter de diviser l'opposition. *Une recette qui ne prend plus et dont l'usage montre que le régime n'a pas pris la mesure de ce qui se joue à Djibouti où la population rejette aujourd'hui massivement la dictature*.

Rappelons que le régime au pouvoir depuis 36 ans à Djibouti n'a toujours pas publié les résultats officiels des élections législatives contestées de février dernier, feignant d'ignorer les rappels à l'ordre de plus en plus fermes des partenaires américains, français et européens qui jouent les équilibristes dans une région du monde où leurs intérêts sont énormes. Le 04 juillet 2013, le Parlement européen était allé jusqu'à adopter une résolution d'urgence particulièrement critique à l'égard de Djibouti en raison des *graves violations commises à l'encontre des droits humains* – l'OMCT dénonce des morts suspectes et des faits avérés de tortures – *ainsi que de la démocratie et de l'état de droit*. C'est d'ailleurs en pleine rédaction de cette résolution que le pouvoir djiboutien décidait d'incarcérer Daher Ahmed Farah qui venait de s'exprimer au Parlement européen.

Dans ce contexte explosif, le nouveau ministre djiboutien de l'intérieur, Hassan Omar Mohamed, a mis en garde la population en ébullition dans une intervention télévisée retransmise hier soir sur l'unique télévision du pays où les journalistes étrangers restent interdits d'accès. En substance, le ministre a prévenu que dès ce samedi 17 août 2013, une grande opération de nettoyage serait menée à Djibouti. Tout qui fera preuve d'incivisme, troublera la tranquillité et portera atteinte la sécurité et la salubrité sera très sévèrement puni. La mise en garde visait tout particulièrement le bidonville de Balbala et les quartiers pauvres de Djibouti où le ressentiment et la détermination d'en découdre avec la dictature sont bien sûr le plus fort.

Dimitri Verdonck,
Président d'ACP asbl
+32 2 644.05.85
+32 0475.22.66.05
dimitri.verdonck@acp-europa.eu
www.acp-europa.eu